

Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: 24 (2012)
Heft: 95

Artikel: La Suisse pionnière de l'école
Autor: Hafner, Urs
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-970937>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Suisse pionnière de l'école

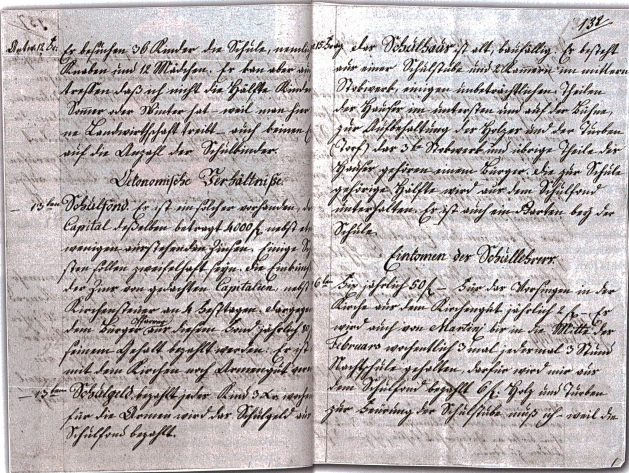
Vers 1800, presque tous les enfants suisses allaient à l'école, révèle l'enquête de Stapfer, un sondage hors du commun mené à l'époque de l'Helvétique. Par Urs Hafner

En simplifiant un peu, disons que la Suisse moderne est le produit de la bourgeoisie libérale et protestante. C'est elle qui a façonné le pays conformément à ses idées dans la deuxième moitié du XIXe siècle, après avoir remporté la guerre civile contre les conservateurs. Dans un souci de légitimation de son action, cette même bourgeoisie, qui s'attribue des mérites tels l'alphabetisation de la population, fait circuler des histoires à succès: l'introduction de l'école obligatoire et l'établissement de l'école primaire auraient arraché le pays à son ignorance moyenâgeuse pour l'amener sur la voie du progrès.

Mais cette histoire, nourrie d'historiographie libérale, n'est plus tenable, affirme Fritz Osterwalder, spécialiste en sciences de l'éducation et l'établissement de Berne. La Suisse disposait au XVIIIe siècle déjà, et à grande échelle, d'un solide système d'école élémentaire. Telle est la surprenante conclusion à laquelle sont arrivés le professeur Osterwalder et son équipe de huit chercheurs – dont quatre doctorants – en histoire sociale, en histoire de leur projet de recherche intitulé «Stapfer-Enquête» (site Internet interactif: www.stapferenquete.ch), ces scientifiques se sont penchés sur le sondage que Philipp Albert Stapfer organisa par questionnaire, en 1799, dans toutes les écoles élémentaires, ou «petites écoles», de Suisse.

Ministre des arts et des sciences

Ce fils de pasteur bernois fut nommé ministre des arts et des sciences de 1798 à 1803, pendant la République helvétique sous domination napoléonienne. Partisan de la nouvelle République, désireux de démocratiser, d'unifier et de centraliser la Confédération, il s'engagea en faveur de l'idée nationale, planifiant, entre autres, un service de la culture nationale, une bibliothèque nationale, une université nationale, des archives nationales, mais aussi un règlement scolaire national. La fin de la République



helvétique et le retour des forces de la restauration entrèrent ses projets, et les fusions de cantons furent annulées. Ce n'est qu'en 1855 que fut fondée l'École polytechnique fédérale de Zurich, en référence à Stapfer. Pour son époque, l'enquête de Stapfer représentait une entreprise unique en son genre, souligne Heinrich Richard Schmidt, historien à l'Université de Berne. Les études statistiques étaient certes dans l'air du temps, au cours de la deuxième moitié du XVIIIe siècle. La plupart des Etats en menaient afin de pouvoir gouverner plus efficacement leurs sujets. «statistique» signifiait «le savoir de l'Etat». Mais aucun représentant des autorités n'avait encore effectué un sondage aussi systématique, s'adressant directement aux personnes concernées, et non à leurs supérieurs, en l'occurrence aux enseignants, et non aux magistrats ou aux prêtres. Philipp Albert Stapfer voulait connaître leur opinion sur l'école, poursuit l'historien, afin de pouvoir améliorer l'enseignement dans l'esprit de l'Helvétique. Philipp Albert Stapfer fit

envoyer à 2500 écoles un questionnaire que les chercheurs sont en train de transcrire, d'éditer et d'interpréter. Tous les formulaires ne sont pas réapparus: ceux des cantons du Tessin et des Grisons – baptisés à l'époque cantons de Lugano, de Bellinzone et de Rhétie – manquent. A partir des réponses et de la soixantaine de questions portant sur la circonscription, l'enseignement, les élèves, les enseignants et leur revenu, les chercheurs concluent qu'à la fin de l'Ancien Régime, les écoles primaires étaient répandues partout, pas seulement dans les villes, et surtout pas uniquement dans les cités protestantes.

L'imposition de l'éducation n'est donc pas une conquête protestante, contrairement à ce que l'on imagine encore communément. La première formation d'enseignant institutionnalisée de Suisse fut conduite en terre catholique, d'abord à Lucerne, puis dans l'ensemble du canton de Soleure, où une large majorité des maîtres et des maîtresses furent formés à une méthodologie. Par ailleurs, on faisait plus de

calcul dans les écoles catholiques que dans les établissements protestants. Heinrich Richard Schmidt explique ce surprenant résultat par le contact interconfessionnel permanent, favorisé par l'étroitesse du territoire suisse et poussant les confessions à rivaliser pour pouvoir se targuer d'avoir les meilleures écoles. L'autonomie communale et le volume élevé des échanges commerciaux auraient eux aussi encouragé la propagation de l'école.

Taux d'alphabetisation élevé

Le dépouillement des questionnaires montre aussi que l'école était obligatoire dans de nombreux lieux de Suisse. Cette exigence n'était pas toujours observée: les enfants pauvres, notamment, étaient tenus de travailler dans les exploitations proto-industrielles, et, durant l'été, les petits de paysans devaient prêter main-forte à la ferme. Mais il n'y avait pratiquement pas d'enfant, y compris chez les filles, qui ne soit jamais allé à l'école, relève Fritz Osterwalder. En comparaison européenne, le taux d'alphabetisation en Suisse était donc exceptionnellement élevé. Les élèves n'apprenaient pas seulement le catéchisme, comme c'était encore l'usage au XVIIIe siècle, on leur enseignait aussi à lire et à écrire. A la fin du XVIIIe siècle, ces compétences étaient considérées par les autorités comme d'importants acquis culturels. Philipp Albert Stapfer voulait les améliorer de façon systématique dans les nouvelles écoles, chez toutes les filles et tous les garçons, futurs citoyens de la République.

Une autre image doit être révisée: celle d'enseignants pauvres, déprimés et sous-payés, se débattant avec des enfants récalcitrants, subissant la féroce du maître ou du pasteur et végétant dans l'ombre du médecin. La plupart d'entre eux gagnaient un salaire supérieur à la moyenne et occupaient une position enviable dans la vie citadine et villageoise. Les femmes représentaient 6% de ces effectifs, la plupart d'entre elles étaient membres d'un ordre, et celles qui enseignaient en ville gagnaient davantage que leurs collègues masculins à la campagne.

La dernière partie du questionnaire encourageait les sondés à émettre des remarques personnelles. Il en ressort que les enseignants avaient s'exprimer avec éloquence et qu'ils s'engageaient pour ce qu'ils estimaient être un enseignement de qualité. Sur ce point, ils restaient pragmatiques, note Fritz Osterwalder. Ils ne connaissaient pas la pédagogie hautaine des philosophes allemands ou ne l'appréciaient pas.

Questionnaire révélateur. Réponse manuscrite livrée en 1799, dans le cadre de l'enquête de Stapfer, par Johann Konrad Riby, instituteur à Göttingen (Thurgovie). Image: Archives nationales suisse/1054848, No. 1463, p. 138